

**act:onaid**  
pour des peuples solidaires

 **Les Amis  
de la Terre  
France**

 **CCFD  
TERRE  
SOLIDAIRE**

 **la  
cgt**

 **COLLECTIF  
ÉTHIQUE SUR  
L'ÉTIQUETTE**

**FIDH** FÉDÉRATION INTERNATIONALE  
POUR LES DROITS HUMAINS

 **NOTRE  
AFFAIRE  
À TOUS**

 **OXFAM  
France**

 **RECLAIM  
Finance**

**\*Sherpa**

## Communiqué de presse

### **Directive Omnibus : vers un affaiblissement historique des normes environnementales et sociales en Europe**

26 février 2025 – **La Commission européenne a rendu publique ce jour une proposition législative revenant de manière brutale sur des avancées pourtant cruciales pour la protection des droits humains, de l'environnement et du climat. Sous couvert de « simplifier » la vie des entreprises, la directive « Omnibus » de la Commission propose de démanteler nombre d'obligations en matière de durabilité et de protection des droits humains.**

La proposition de directive Omnibus de la Commission européenne n'a de « simplification » que le nom. En réalité, il s'agit d'une dérégulation massive et sans précédent, qui rappelle la politique de déréglementation en cours aux États-Unis. Présentée dans l'urgence et sans respecter pleinement les procédures démocratiques, elle s'attaque à des normes d'intérêt public. Ces dernières visent à prévenir et réparer les atteintes aux droits humains et à l'environnement causées par les entreprises, tout en permettant aux acteurs économiques et financiers de s'aligner sur les objectifs climatiques européens.

#### **Vers un affaiblissement notoire de la CSDDD...**

Concernant la Directive sur le devoir de vigilance en matière de durabilité des entreprises (CSDDD), la proposition réduit drastiquement son champ d'application (exclusion des relations commerciales indirectes, au niveau desquels ont lieu nombre d'atteintes graves), vide de leur substance certaines mesures correctives ainsi que les plans de transition climatique attendus des entreprises, et s'attaque aux mécanismes permettant de contrôler, sanctionner et tenir pour responsables sur le plan civil les entreprises en cas de faute.

Concrètement, ces changements priveraient le devoir de vigilance européen de tout effet utile. Les violations les plus graves resteraient en dehors de son périmètre, les entreprises fautives pourraient se dédouaner au moyen de mesures cosmétiques inadaptées, et elles pourraient échapper à l'obligation pourtant fondamentale de réparer les dommages causés par leurs activités. Dans les faits, les multinationales pourront continuer à vendre des vêtements fabriqués par des travailleur·euse·s dans des [conditions inhumaines](#), à [déforester](#), et à mettre en danger la [biodiversité](#) en toute impunité. En supprimant ces

dispositions clefs, la Commission européenne transforme le devoir de vigilance en déclaration d'intentions.

### **...et de la CSRD**

Concernant la Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité des entreprises (CSRD), la proposition réduit le nombre d'entreprises couvertes de 80 à 85 % et supprime les normes sectorielles, qui permettent de cibler en priorité les secteurs les plus polluants tels que le secteur extractif. Cela signifie que certaines informations essentielles pour orienter les financements vers la transition climatique juste seront perdues.

### **Influence des lobbys et soutien des mouvements ultra-conservateurs**

Cette proposition législative n'est pas uniquement un désastre pour la transition climatique et la protection des droits humains et de l'environnement. En effet, les politiques et prises de position de l'extrême droite progressent dans les États membres et au sein du Parlement européen, où certains député.e.s [se réjouissent ouvertement](#) de cette initiative de dérégulation. Cette révision constituerait d'ailleurs un précédent dangereux permettant de démanteler à l'avenir bien d'autres protections du Pacte Vert.

Par ailleurs, cette initiative est un signe supplémentaire de l'affaiblissement démocratique à l'œuvre dans l'Union européenne. Alors que nombre de voix [politiques](#) et [économiques](#) se sont élevées pour protéger ces textes, la Commission a préféré capituler face aux lobbys des grandes entreprises, comme le MEDEF ou la [FBE](#). Ces derniers profitent d'un moment de fébrilité politique pour dérouler leur agenda de dérégulation et faire primer leurs intérêts propres et les profits sur les droits de millions de personnes et le futur de notre planète.

**Alors que se profilent des discussions cruciales au sein du Conseil de l'Union européenne au sujet de cette proposition, nos organisations de la société civile française appellent le gouvernement français à ne pas trahir les victimes des abus des entreprises à travers le monde et à défendre l'ambition initiale de ces textes. Il est encore temps d'éviter ce recul historique.**

\*\*\*